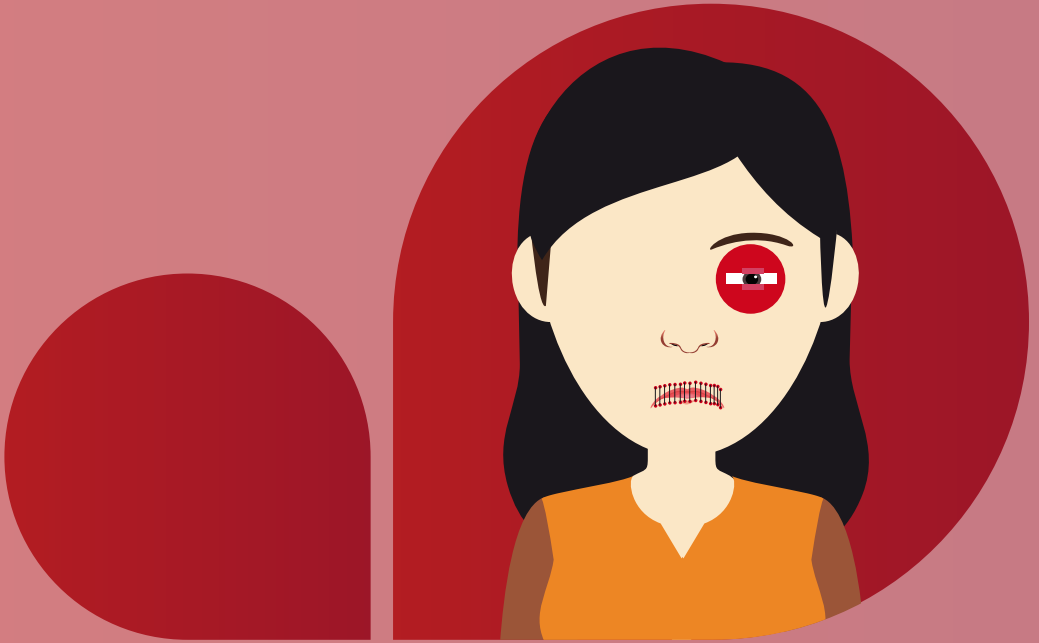
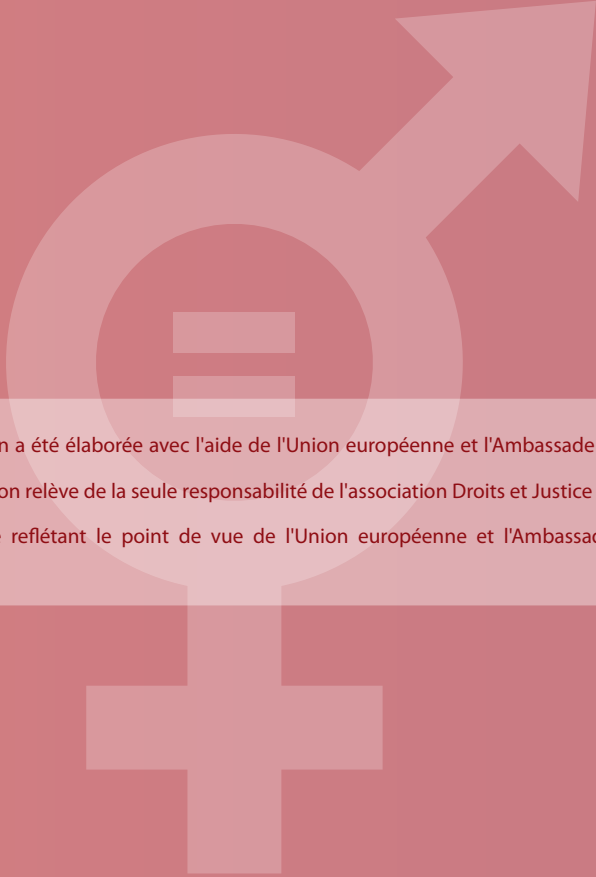


Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité
homme-femme au Maroc
2016/2019



La violence à l'égard
des femme



la présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne et l'Ambassade Royale de Norvège. le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'association Droits et Justice et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne et l'Ambassade Royale de Norvège.

SYNTHESE : RAPPORT SUR La violence à l'égard des femme au Maroc

INTRODUCTION

La valeur de l'égalité entre hommes et femmes n'a jamais été et ne sera jamais une chose acquise ni un aboutissement définitif, c'est plutôt un processus de lutte continuelle sur tous les plans : juridique, humanitaire et judiciaire d'une part, politique, économique, social et culturel d'une autre part.

La dégradation de la situation sociale et l'aggravation de l'état d'exclusion et de marginalisation dont souffre la moitié de la société sont le résultat de « l'incapacité » de l'Etat comme de la société à mener de façon parallèle, d'un côté, la production des biens et des richesses et le développement économique, et de l'autre, la répartition équitable des fruits de ce développement entre hommes et femmes.

Cette situation nécessite que l'on abandonne l'attitude consistant à se fier à la seule valeur d'égalité inscrite dans la Constitution, pour une mise en œuvre véritable de cette valeur sur les niveaux législatif, politique, économique, social et culturel. Cela ne saurait se faire sans l'adaptation de toutes les lois aux dispositions constitutionnelles et aux critères internationaux, et sans mise en œuvre de ces lois sur les plans de la vie quotidienne comme de la pratique judiciaire afin de parvenir à l'éradication de toutes les formes de discrimination législative et pratique à l'égard des femmes.

Le projet « Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité homme-femme au Maroc » qui représente un des niveaux d'engagement de l'Association « Droits et justice » dans le processus de réalisation de l'égalité est ainsi lancé dans le but de créer un environnement juridique favorable au respect des droits de la femme, à travers l'analyse des textes juridiques qui constituent une discrimination à l'égard de la femme.

L'étude sur «La violence contre les femmes dans le code pénal» est d'une particularité évidente en raison, d'une part, de son timing, puisqu'elle vient dans un contexte d'intensification du débat public sur le projet de loi n° 103-13 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, notamment après l'adoption au parlement de la formule initiale, et d'autre part, en vue de sa méthodologie puisqu'elle a dépassé le cadre traditionnel où l'on accorde un intérêt particulier à la critique de quelques crimes isolés, comme elle a couvert l'ensemble du code pénal dans le cadre d'une approche structurelle qui a révélé la confusion dans la conception législative du fondement et des objectifs de la protection dont devrait bénéficier la femme.

L'inventaire et le suivi que nous avons réalisé sur les études critiques (peu nombreuses en fait) dont l'objet était la protection pénale de la femme, ont montré que la base conceptuelle qui les sous-tend n'est pas très différente du fondement théorique de l'orientation législative à ce sujet. Nous avons donc décidé d'adopter une étude méthodologique positiviste partant d'une analyse descriptive exhaustive des niveaux de protection prévus par le Code pénal pour les femmes face à des agressions physiques, sexuelles, psychologiques et économiques, ainsi que celles dirigées contre leurs libertés fondamentales pour passer à la mise en cause des corrélations systématiques entre les textes concernés puis à en déduire les facteurs conceptuelles ou disons épistémiques qui entravent l'efficacité des efforts fournis dans le domaine de la protection de la femme contre la violence.

C'est de cette façon que nous souhaitons pouvoir nous frayer la bonne voie vers une réforme législative convenable aux articles et textes du code pénal, et fournir une critique constructive et approfondie du projet de loi 103-13 de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, présenté au parlement. Nous présentons dans ce qui suit une synthèse des objectifs et résultats de l'étude et des perspectives de leur investissement dans la correction du projet de loi en question.

Objectifs de l'étude :

Cette étude s'est fixé pour tâche la réalisation des objectifs suivants :

Présenter d'une manière générale la portée de la protection générale effectivement assurée à la femme par le code pénal face à la violence à son encontre.

Suivre et décrire les caractéristiques de la protection particulière, le cas échéant, garantie par le droit pénal pour la femme en particulier, et en déduire les points faibles.

Examiner la structure générale des exigences et des concepts du droit pénal afin de découvrir les obstacles conceptuels profonds qui font face au développement de l'arsenal répressif visant une protection efficace des droits et libertés des femmes.

Principales conclusions de l'étude :

L'amalgame des deux approches, l'une analytique, dans le premier chapitre et l'autre de synthèse, dans le deuxième chapitre, a permis d'observer trois niveaux de résultats. Le premier contient des observations détaillées sur l'adéquation de l'étendue des agressions couvertes par la criminalisation (y compris la criminalisation primaire et la criminalisation secondaire) affectant la femme en général. Le deuxième contient une évaluation précise du degré de présence ou d'absence de l'intérêt législatif accordé aux caractéristiques spécifiques des actes d'agression à l'encontre de la femme compte tenu de son sexe et de sa condition sociale. Le troisième s'est intéressé à la critique des concepts et des perceptions cachés qui contrôlent le travail législatif et l'empêchent de réaliser l'objectif d'organiser et d'orienter efficacement le comportement social et garantir la protection nécessaire aux femmes.

Ci-dessous un bref aperçu des principaux résultats.

Niveaux de criminalisation		Remarques et suggestions
Violence physique	Criminalisation primaire	<p>A ce niveau, on a remarqué que le principal facteur dans l'adaptation des crimes d'agression physique est le résultat criminel et que le législateur a clairement accordé la priorité au dommage physique conformément au même texte omettant de mentionner le préjudice psychologique. Ceci suscite de vifs débats sur la mesure dans laquelle ce dernier a été adopté en tant que composante des différents crimes d'agression physique. C'est pourquoi nous suggérons que soit énoncé clairement que l'agression physique est criminalisée et punie même si le dommage qui en résulte est purement psychologique.</p>
	Criminalisation secondaire	<p>Contrairement à l'orientation législative dans d'autres crimes, tels que les crimes d'argent, le législateur n'a guère prêté d'intérêt aux conditions associées aux agressions physiques.</p>

Niveaux de criminalisation		Remarques et suggestions
		<p>Vu les caractéristiques spécifiques aux agressions à l'encontre des femmes en particulier, nous suggérons l'adoption d'une échelle d'aggravation liée aux facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Lieu du crime : en particulier les établissements d'enseignement et de formation, les transports publics et les lieux de travail. -Le lien familial ou semi-familial : lorsqu'un crime est commis par des proches ou des gendres de quatrième degré ou par d'anciens conjoints ou encore par un fiancé ou similaire. -L'état de santé : lorsque le crime est commis sur une femme enceinte, un handicapé physique ou mental, un malade ou une personne âgée. -Moyens ou résultats : A cet égard, nous mettons l'accent sur la distinction injustifiée entre l'agression conduisant à la castration et celle entraînant de graves dommages aux organes génitaux féminins, et nous suggérons que le législateur choisisse entre aggravation de la peine en général, que les dommages touchent les organes génitaux de l'homme ou ceux de la femme, ou bien qu'il abolisse le crime de castration et se contente de la peine pour agression entraînant invalidation permanente ou amputation d'un organe ou privation de sa fonction.

Niveaux de criminalisation		Remarques et suggestions
Violence sexuelle	Criminalisation primaire	<p>A ce niveau, on a constaté que le crime de harcèlement sexuel est inapte à la répression des actes de harcèlement qui ont lieu en dehors du critère de la relation de pouvoir et de celui des moyens de coercition, bien que la plupart des actes de harcèlement aient lieu en dehors de ce cadre. C'est pourquoi nous avons proposé l'extension de la portée du crime en question aux actes de harcèlement qui ont lieu sans abus de pouvoir quelconque, surtout dans les lieux de travail, les établissements d'enseignement et de formation et les transports publics.</p>
	Criminalisation secondaire	<p>Au niveau de la gestion des facteurs d'aggravation ou d'atténuation, nous étions étonnés de noter que le législateur a négligé un certain nombre d'éléments fondamentaux influençant les circonstances des agressions sexuelles à l'encontre de la femme.</p> <p>Nous avons donc proposé ce qui suit:</p> <p>–Lieu du crime : Aggravation de la peine pour les crimes de violation publique de la pudeur, de diffamation, de viol et d'incitation à la corruption, commises sur le lieu de travail, dans les établissements d'enseignement et de formation et dans les transports publics.</p>

Niveaux de criminalisation	Remarques et suggestions
	<ul style="list-style-type: none"> • Relation familiale et pseudo-familiale : Adoption de l'aggravation lorsque les crimes cités sont commis par des proches ou des gendres de quatrième degré ou d'anciens conjoints ou par un fiancé ou similaire. • Moyens et résultats : Nécessité d'aggraver la peine conformément à l'échelle des dommages physiques et psychologiques affectant la victime et aussi en tenant compte des moyens surtout en cas d'acteurs multiples ou d'usage de moyens de violence. • Le cas du délit d'habitude : Aggravation de la peine lorsque l'abus sexuel devenu délit d'habitude est un fait établi, que ce soit sur une seule ou plusieurs victimes. • L'état de santé de la victime : Aggravation de la peine en cas de victime enceinte, handicapée physique ou mentale, infirme, malade clairement affaiblie ou âgée. <p>En outre, nous avons proposé la modification des dispositions du chapitre 421 du droit pénal pour indiquer explicitement que les actes de violence commis sur les personnes ou les biens, dans le but de défendre une victime d'abus sexuels, en particulier de viol et de photo-pornographie des mineurs, jouissent d'un alibi épargnant la peine.</p>

Niveaux de criminalisation		Remarques et suggestions
Violence psychologique	Criminalisation primaire	<p>À ce niveau, nous avons remarqué que le code pénal marocain n'incluait aucune forme de criminalisation directe de la violence psychologique contre les individus, à l'exception des cas de d'insulte et de diffamation. Et malgré les graves dommages réellement subis par les femmes marocaines, comme l'ont montré les études, à cause de la violence psychologique qu'elles subissent, la loi n'a aucune prise sur celle-ci tant qu'elle ne s'accompagne pas de violence physique.</p> <p>Nous avons donc proposé la criminalisation de l'harcèlement psychologique à répétition, en particulier lorsqu'il est perpétré dans le cadre de la famille ou dans les lieux de travail, d'étude, des transports et des services publics.</p>
	Criminalisation secondaire	Néant
Violence économique	Criminalisation primaire	<p>À ce sujet, nous avons constaté que le crime de discrimination est incapable d'incorporer des actes discriminatoires à l'égard des femmes sur la base de leur sexe, qui les privent de la même rémunération et des mêmes privilèges que leurs collègues masculins sur le lieu de travail.</p> <p>Nous avons donc proposé que la discrimination en matière de salaires et de privilèges d'emploi soit incluse dans le crime de discrimination.</p>

Niveaux de criminalisation		Remarques et suggestions
		<p>D'autre part, nous avons noté que le code pénal ne punit pas le mari qui ose empêcher par la force sa femme de s'engager dans une activité économique ou celui qui veille à s'emparer des revenus de sa femme. Nous avons donc proposé d'introduire un texte qui criminalise délibérément l'acte par lequel le mari interdit par la force à sa femme de travailler ainsi que l'acte de forcer la femme à céder partiellement ou totalement ses revenus à son mari.</p>
	Criminalisation secondaire	<p>Ici, nous avons suggéré, en premier lieu, l'aggravation de la peine sur l'acte par lequel le mari force sa femme à lui céder une part de ses revenus en cas de délit d'habitude.</p> <p>Ensuite, nous avons noté à un autre niveau, les inconvénients résultant du fait d'accorder au mari qui a perpétré le crime de vol contre sa femme un alibi lui épargnant toute sanction. Aussi, nous avons proposé l'annulation du premier paragraphe de l'article 534 du code pénal.</p>
Atteinte à la liberté individuelle	Criminalisation primaire	<p>A ce niveau, on a remarqué un paradoxe injustifié dans le traitement du cas d'enlèvement de l'adulte (436 et ce qui suit) et le cas d'enlèvement du mineur (471 et ce qui suit).</p> <p>Nous avons alors suggéré d'enlever cette contradiction et de considérer l'acte contre le mineur ou le recours à la violence comme étant deux circonstances d'aggravation.</p>

Niveaux de criminalisation		Remarques et suggestions
		<p>Nous avons également remarqué que la formulation législative des crimes d'enlèvement et de détention n'est pas claire en ce qui concerne l'acte commis par un membre de la famille.</p> <p>Nous avons donc suggéré de formuler clairement les sanctions pour les actes commis par le mari, le fiancé ou similaire, le proche ou le gendre de quatrième degré.</p> <p>Par la suite, nous avons remarqué que le code pénal est dénué de toute criminalisation de l'acte d'interdiction d'accès au foyer familial à l'un des conjoints par l'autre.</p> <p>Nous avons alors proposé d'introduire un texte de criminalisation de cet acte, qu'il soit perpétré par la force ou par la fraude.</p>
	Criminalisation secondaire	<p>Nous avons suggéré dans ce cas de considérer la violence psychologique et l'exploitation sexuelle comme facteur d'aggravation du crime de détention.</p>

Dans le cadre de la critique conceptuelle, le processus de connexion structurelle et de repérage des points d'intersection entre plusieurs exigences nous a permis d'explorer de nouvelles dimensions de la logique régissant la criminalisation et la punition en rapport avec la femme. Ainsi, en analysant, en interrogeant et en interprétant le discours répressif à plusieurs niveaux, nous sommes arrivés à deux conclusions très importantes.

D'une part, nous avons travaillé sur cinq éléments principaux: la formulation des classifications des crimes dans le chapitre 8, "a propos des Infractions et délits contre le système familial et les bonnes mœurs", et ses sections 6 et 7 "en ce qui concerne l'atteinte à la pudeur", en ce qui concerne la corruption de la jeunesse et la prostitution", la réalité de la négligence du dommage résultant des agressions sexuelles contre la femme dans la détermination des sanctions appropriées, l'exemption du mari qui vole l'argent de sa femme, la nature des deux infractions abolies concernant l'enlèvement d'une femme mariée et la dissimulation d'une femme mariée qui échappe à son tuteur légal ainsi que le système d'avortement. Il s'en est avéré que tout ce qui a rapport à la spécificité de la femme a été transformé en objet collectif ou propriété collective. La femme n'est pas considérée comme individu indépendant mais comme objet d'intérêt collectif et elle n'est protégée qu'en ce sens et n'est considérée que dans la mesure du nécessaire à ce point de vue. Dans ce sens, l'agression sexuelle à son encontre n'est pas vue en tant qu'atteinte à sa personne mais à des considérations et intérêts publics. Il s'en suit que la gravité du préjudice causé à sa personne n'a aucune répercussion sur la gravité de la sanction, sauf s'il y a lieu d'un autre dommage public supplémentaire : priver l'autre/la société de jouir de sa virginité. Ainsi, le seul élément d'aggravation de la peine était la défloration. Comme la femme est une propriété, sa protection est donc un devoir et par conséquent la criminalisation de l'enlèvement d'une femme mariée (comme le vol de biens) et de la dissimulation d'une femme mariée en fuite (comme la dissimulation d'un objet volé) est justifiée. Dans la même conception, le système d'avortement ne faisait aucun cas de la position de la femme enceinte dans la décision d'avorter et laissait toute l'affaire entre les médecins et le mari.

D'autre part, l'étude de la structure profonde des crimes de viol et de corruption nous a permis de comprendre les racines lointaines d'une conception qui inculque à la femme victime la responsabilité du comportement pervers de son agresseur et l'oblige à lui résister et à s'exposer à une violence supplémentaire pour qu'elle puisse jouir de protection répressive. Elle va même jusqu'à la menacer de sanction si elle ne le fait pas. Nous avons démontré, à un premier niveau, que les agressions sexuelles contre la femme en particulier représentent dans la logique du législateur répressif, des atteintes aux mœurs et non à la sécurité des personnes. Au deuxième niveau, nous avons prouvé que la spécification étroite et injustifiée du crime de viol, l'incohérence entre la façon de se baser sur les deux critères de viol et de consentement dans le crime d'attentat à la pudeur et celui de viol, la menace liée au crime de corruption, tous ces facteurs contribuent à soumettre la femme victime de viol à de véritables contraintes qui entravent l'efficacité de la protection voulue pour elle, et même provoquent la détérioration de sa situation juridique et aggravent l'injustice qu'elle subit.

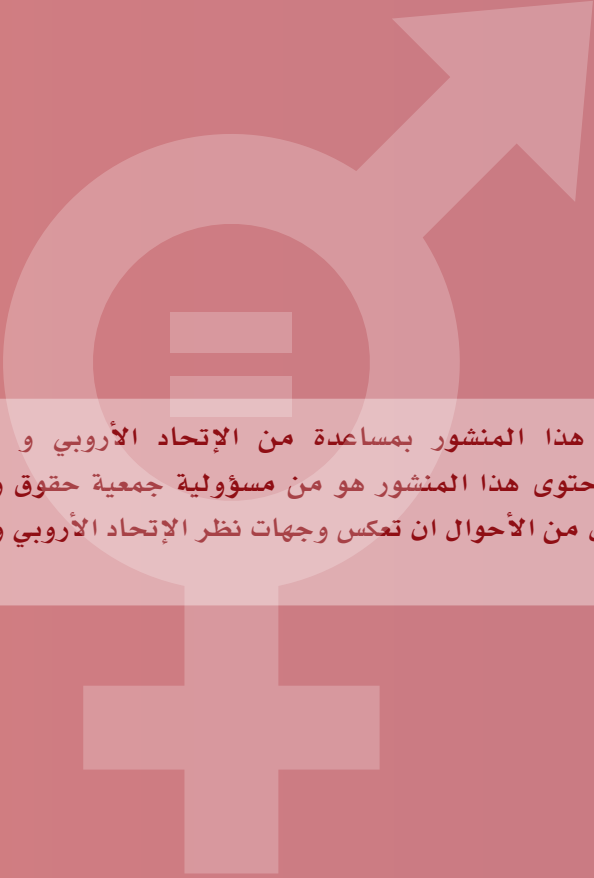
Ainsi, il paraît clair que la seule spécificité de la femme qui lui vaut une protection particulière, émane en fait de sa fonction sociale et non de sa simple existence en tant qu'individu. Cette fonction sociale mérite même la protection contre la femme elle-même lorsqu'elle s'oppose au droit de la femme d'exercer certaines de ses libertés.

تعزيز نظام المساواة في النظام القضائي بالمغرب 2016/2018



العنف ضد المرأة





لقد تم إعداد هذا المنشور بمساعدة من الإتحاد الأوروبي و سفارة المملكة النرويجية. إن محتوى هذا المنشور هو من مسؤولية جمعية حقوق و عدالة و لا يمكن بأي حال من الأحوال ان تعكس وجهات نظر الإتحاد الأوروبي و سفارة المملكة النرويجية

تركيب: تقرير عن وضعية العنف ضد المرأة

تمهيد

لم تكن قيمة المساواة بين الرجال والنساء ولن تكون معطى بديها، أو مكتسبا نهائيا، أو نتيجة حتمية، بل مسألة صيرورة لصراع مستمر على جميع المستويات القانونية والحقوقية والقضائية من جهة، والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية من جهة أخرى. إن تفاقم الأوضاع الاجتماعية، وتزايد حدة الإقصاء والتهميش لنصف المجتمع، جاء كنتيجة لـ "عجز" الدولة والمجتمع معا عن المزوجة بين إنتاج الخيرات والثروات والنمو الاقتصادي من جهة، وبين توزيعها بشكل عادل ومتساوي بين النساء والرجال من جهة أخرى. لقد اقتضت هذه الأوضاع ولازالت تقتضي وبالضرورة، الانتقال من وضعية الارتكان لقيمة المساواة المجردة المنصوص عليها دستوريا، إلى تفعيل هذه القيمة على جميع المستويات التشريعية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وهو ما يستلزم حتما ملائمة جميع القوانين للمقتضيات الدستورية وللمعايير الدولية من جهة، والحرص على تفعيلها على مستوى الممارسة العملية وعلى مستوى العمل القضائي من جهة أخرى، للوصول إلى إلغاء جميع أشكال التمييز ضد النساء تشريعا وممارسة.

ويأتي مشروع " تعزيز نظام المساواة بين الجنسين في النظام القضائي بالمغرب " باعتباره إحدى مستويات انخراط جمعية " حقوق وعدالة " في صيرورة ومسار تحقيق المساواة، بهدف إنشاء بيئة قانونية ملائمة لاحترام حقوق المرأة، من خلال تحليل النصوص القانونية التي تشكل تمييزا ضد النساء من أجل إعداد توصيات بشأنها، وتنظيم تكوينات للموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين من أجل تطبيق جيد لها، وإنشاء مركز استماع قانوني لفائدة النساء، بالإضافة إلى تنظيم قوافل عدالة من أجل تحسيس المرأة القروية بحقوقها. إن موضوع الدراسة يدخل في باب المكون الأول من مكونات المشروع، والمتعلق بتحليل النصوص القانونية التي تشكل تمييزا ضد النساء، للقطع مع جميع أشكال التمييز ضد النساء، على المستوى التشريعي من جهة وعلى مستوى العمل القضائي من جهة أخرى، سواء في المادة الجنائية أو في المادة الأسرية، حيث تشكل هذه المواد البؤر المركزية للتمييز ضد النساء.

واضحة، نظرا لتوقيتها، من جهة، إذ تأتي في سياق احتدام النقاش العمومي حول مشروع القانون رقم 103-13 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء، خاصة بعدما تم اعتماد الصيغة الأولية أمام مجلس النواب، ثم بالنظر لمنهجيتها، من جهة ثانية، إذ إنها قد تجاوزت الإطار التقليدي حيث يتوجه الاهتمام أساسا إلى نقد بناء لبضعة جرائم منعزلة، و غطت مجموع مدونة القانون الجنائي في إطار مقارنة بنوية كشفت عن اضطراب التصور التشريعي لأساس و غايات الحماية المطلوبة للمرأة.

فعملية الجرد و التتبع التي قمنا بها للدراسات النقدية (القليلة في الواقع) التي تناولت موضوع الحماية الجنائية للمرأة بينت أن الأساس المفاهيمي الذي تصدر عنه لا يختلف كثيرا عن المرجعية النظرية المؤسسة للتوجه التشريعي في هذا الموضوع. و لذلك ارتأينا تبني أسلوب دراسي و ضعي ينطلق من تحليل و صفي شامل لمستويات الحماية التي يوفرها القانون الجنائي للمرأة في وجه الاعتداءات الجسدية و الجنسية و النفسية و الاقتصادية إضافة إلى تلك الموجهة ضد حرياتنا الأساسية، لينتقل منها إلى مساءلة الارتباطات النسقية بين النصوص ذات الصلة، لنستنبط من خلال كل ذلك العوامل المفاهيمية أو فننقل الاستيمية التي تعوق نجاعة الجهود المبذولة في مجال حماية المرأة ضد العنف.

بهذه الطريقة نرجو أن نتوفق إلى تصور سبيل أوفق إلى إصلاح تشريعي ملائم لأبواب و نصوص القانون الجنائي، و تقديم نقد بناء و عميق لمشروع القانون 103-13 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء المقدم إلى البرلمان. و فيما يلي عرض تركيبي لأهداف و نتائج الدراسة و آفاق استثمارها في تصويب مشروع القانون المذكور.

تبعاً للتوجهات المسطرة في دفتر التحملات، سعت هذه الدراسة إلى تحقيق الأهداف التالية: عرض عام لنطاق الحماية العامة التي يوفرها فعلاً القانون الجنائي للمرأة في مواجهة العنف المرتكب ضدها. تتبع و وصف خصائص الحماية الخاصة - إن وجدت - التي يكفلها القانون الجنائي للمرأة بوجه خاص، و استخلاص نقاط الضعف فيها. استنطاق البناء العام لمقتضيات و مفاهيم القانون الجنائي من أجل الكشف عن المعوقات التصورية العميقة التي تقف أمام جهود تطوير الترسنة الجزرية في اتجاه حماية فعالة لحقوق و حريات المرأة.

لخلاصات (الأساسية) للدراسة:

مكن المزج بين المقاربتين التحليلية، في القسم الأول، و التركيبية، في القسم الثاني، من ملامسة ثلاثة مستويات من النتائج، يضم الأول منهما ملاحظات تفصيلية حول مدى كفاية نطاق الاعتداءات المشمولة بالتجريم (بما في ذلك التجريم الأساسي و التجريم الثانوي) و التي تطال المرأة بوجه عام، و يضم الثاني تقييماً دقيقاً لدرجة حضور أو غياب الاهتمام التشريعي بالخصوصيات المميزة لأفعال الاعتداء الموجهة للمرأة باعتبار جنسها و وضعها الاجتماعي، بينما عني الثالث بنقد المفاهيم و التصورات الخفية التي تتحكم في العمل التشريعي و تحول بينه و بين تحقيق غاية النظم و التوجيه الفعال للسلوك الاجتماعي و ضمان الحماية اللازمة للنساء. و فيما يلي عرض موجز لأهم هذه النتائج.

الملاحظات و المقترحات	مستويات التجريم	
<p>لاحظنا على هذا المستوى أن العامل الرئيسي في تكييف جرائم الاعتداء على السلامة الجسدية هو النتيجة الإجرامية، و أن المشرع قد أعطى أولوية واضحة بموجب النص نفسه للضرر الجسدي، و لم يشر إلى الضرر النفسي، مما يخلق جدلاً كبيراً حول مدى اعتماد هذا الأخير كمكون لمختلف جرائم الاعتداء على السلامة الجسدية.</p> <p>لذلك نقترح أن يقع النص بوضوح على أن العنف الجسدي مجرم و معاقب ولو كان الضرر الذي نجم عنه ضرراً نفسياً خالصاً.</p>	<p>التجريم الأولي</p> <p>العنف الجسدي</p>	
<p>خلافاً للتوجه التشريعي في جرائم أخرى، كجرائم الأموال مثلاً، لم يول المشرع الجنائي اهتماماً يذكر للأحوال المرافقة للاعتداءات الجسدية.</p> <p>لذلك، و نظراً للخصوصيات المميزة للاعتداءات ضد النساء خصوصاً، فإننا نقترح اعتماد سلم للتشديد مرتبط بالعوامل التالية:</p> <ul style="list-style-type: none"> - مكان ارتكاب الجريمة: خاصة مؤسسات التعليم و التكوين، وسائل النقل العمومي، و أماكن العمل. - الرابطة العائلية أو شبه العائلية: عند ارتكاب الجرائم من طرف أقارب أو أصحاب إلى الدرجة الرابعة، أو من طرف أزواج سابقين، أو من طرف الخاطب أو من في حكمه. 	<p>التجريم الثانوي</p>	

الملاحظات و المقترحات	مستويات التجريم	
<p>-الحالة الصحية: عند ارتكاب الجريمة ضد حامل، أو معاق جسدياً أو عقلياً، أو عاجز، أو مريض بين الضعف، أو مسن.</p> <p>-الوسائل أو النتائج: ركزنا في هذا الجانب على التمييز غير المبرر بين الاعتداء المؤدي إلى الإضرار الخصاء و بين الاعتداء المؤدي إلى الإضرار الجسيم بالأعضاء التناسلية للمرأة، واقترحنا أن يختار المشرع بين تشديد الجريمة عامة كلما أدت إلى إضرار جسيم بالأعضاء التناسلية للرجل أو المرأة، و بين إلغاء جريمة الخصاء و الاكتفاء بعقوبة الاعتداء المؤدي إلى عاهة مستديمة أو بتر عضو أو الحرمان من منفعته.</p>		
<p>لاحظنا على هذا المستوى أن جريمة التحرش الجنسي قاصرة عن زجر أفعال التحرش الواقعة خارج معياري علاقة السلطة و وسائل الإكراه، على الرغم من أن أغلب أعمال التحرش تقع خارج هذا الإطار.</p> <p>لذلك اقترحنا توسيع نطاق الجريمة المذكورة لتشمل أفعال التحرش الواقعة بدون استغلال لأية سلطة على الخصوص في أماكن العمل، و مؤسسات التعليم و التكوين، و وسائل النقل العمومي.</p>	<p>التجريم الأولي</p>	<p>العنف الجنسي</p>
<p>لى مستوى تدبير عوامل التشديد و التخفيف لاحظنا باستغراب أن المشرع لم يهتم بشكل مرض بعدد من العناصر الأساسية المؤثرة في ملاسبات الاعتداءات الجنسية الموجهة ضد المرأة.</p> <p>ولذلك اقترحنا ما يلي:</p>	<p>التجريم الثانوي</p>	

-مكان ارتكاب الجريمة: تشديد العقاب على جرائم الإخلال العلني بالحياة، وهتك العرض، و الاغتصاب، و التحريض على الفساد، عندما ترتكب في أماكن العمل، و مؤسسات التعليم و التكوين، و وسائل النقل العمومي.

-العلاقة العائلية و شبه العائلية: اعتماد التشديد عندما ترتكب الجرائم المذكورة من طرف أقارب أو أصهار إلى الدرجة الرابعة، أو أزواج سابقين، أو خاطب أو من في حكمه.

-الوسائل و النتائج: ضرورة تشديد العقوبة وفق سلم للأضرار الجسدية و النفسية اللاحقة بالضحية، و كذلك بالنظر للوسائل خاصة حالة تعدد الفاعلين أو استعمال وسائل العنف.

-حالة الاعتياد: تشديد العقاب عند ثبوت الاعتياد على اقتراح أفعال الإيذاء الجنسي، سواء كان ذلك على ضحية واحدة أو على عدة ضحايا.

-الحالة الصحية للضحية: تشديد العقوبة في حالة الضحية الحامل، أو المعاق جسدياً أو عقلياً، أو العاجز، أو المريض بين الضعف، أو المسن.

إضافة إلى ذلك اقترحنا تغيير مقتضيات الفصل 421 ق ج من أجل النص بصراحة على أن أفعال العنف المقتربة ضد الأشخاص أو الممتلكات، بغرض الدفاع عن ضحية اعتداءات جنسية، خاصة هتك العرض و الاغتصاب و التصوير البورنوغرافي للقاصرين، تتمتع بعذر معف من العقاب.

الملاحظات و المقترحات	مستويات التجريم	
<p>لاحظنا على هذا المستوى أن القانون الجنائي المغربي لا يتضمن أي شكل من التجريم المباشر للعنف النفسي الممارس ضد الأفراد، ما عدا حالتى السب و القذف. و على الرغم من الأضرار الجسيمة التي أثبتت الدراسات حقيقة تعرض النساء المغربيات لها جراء العنف النفسي الممارس عليهن، فإنه ما لم يرافقه عنف جسدي فإن يد القانون لا تصل إليه. ولذلك اقترحنا أن يتم تجريم التحرش النفسي المتكرر، خاصة عندما يرتكب في الإطار الأسري أو في أماكن العمل و الدراسة و النقل و الخدمات العمومية.</p>	<p>التجريم الأولي</p>	<p>العنف النفسي</p>
<p>لا شيء</p>	<p>التجريم الثانوي</p>	
<p>لاحظنا بهذا الخصوص أن جريمة التمييز عاجزة عن ضم أفعال التمييز الموجهة ضد المرأة بسبب جنسها و التي يكون موضوعها حرمانها من نفس الأجور و الامتيازات التي يتمتع بها زملاؤها الرجال في أماكن العمل. و لذلك اقترحنا إدراج التمييز في الأجور الامتيازات الخاصة بالشغل ضمن جريمة التمييز. كما لاحظنا من جهة أخرى أن القانون الجنائي لا يجر الزوج الذي يجترئ على منع زوجته من ممارسة نشاط اقتصادي بالإكراه، أو ذلك الذي يحرص على الاستيلاء على المداخيل الاقتصادية لزوجته. لذلك اقترحنا إدراج نص يجرم بوضوح فعل منع الزوج لزوجته من العمل بالإكراه، و فعل إكراه المرأة على تسليم مداخيلها لزوجها جزئيا أو كلياً.</p>	<p>التجريم الأولي</p>	<p>العنف الاقتصادي</p>

الملاحظات والمقترحات	مستويات التجريم	
<p>اقترحنا هنا، أولاً، أن يتم تشديد عقوبة فعل إكراه الزوج زوجته على تسليمه جزءاً من مداخيلها، في حال الاعتیاد.</p> <p>ثم لاحظنا على مستوى آخر المساوی المترتبة على تمتیع الزوج المقترب لجريمة السرقة ضد زوجه بعذر معف من العقاب. فاقترحنا إلغاء الفقرة الأولى من المادة 534 ق ج .</p>	التجريم الثانوي	
<p>في معالجة حالة اختطاف الشخص الراشد (436 و ما يليه) و حالة اختطاف القاصر (471 و ما يليه).</p> <p>فاقترحنا إزالة هذا التناقض، و اعتبار اقرار الفعل ضد قاصر أو باستعمال العنف ظرفين للتشديد.</p> <p>كما لاحظنا أن الصياغة التشريعية لجريمتي الاختطاف و الاحتجاز غير واضحة في تناول حالة ارتكاب الفعل من طرف أحد أفراد العائلة.</p> <p>فاقترحنا تخصيص عبارة واضحة تنص على العقاب في حالة اقرار الفعل من طرف الزوج، الخاطب و من في حكمه، القريب و الصهر إلى الدرجة الرابعة.</p> <p>ثم لاحظنا خلو القانون الجنائي من تجريم فعل منع أحد الزوجين للآخر من ولوج منزل الزوجية.</p> <p>فاقترحنا إدراج نص لتجريم هذا الفعل، سواء ارتكب بالقوة أو بالتدليس.</p>	الاعتداء على الحرية الفردية التجريم الأولي	
<p>اقترحنا هنا اعتبار العنف النفسي و الاستغلال الجنسي عاملاً مشدداً في جريمة الاحتجاز.</p>	التجريم الثانوي	

في إطار النقد المفاهيمي، مكنتنا عملية الربط البنوي وتتبع نقاط التقاطع بين عدة مقتضيات من استكشاف أبعاد جديدة للمنطق المتحكم في عملية التجريم والعقاب ذات العلاقة بالمرأة. وهكذا توصلنا عبر تحليل واستطاق وتأويل الخطاب الزجري على عدة مستويات إلى نتيجتين في غاية الأهمية.

فمن جهة أولى، عملنا على خمسة عناصر رئيسية، تتمثل في صياغة تصنيفات الجرائم في الباب الثامن "في الجنايات والجنح ضد نظام الأسرة والأخلاق العامة"، والفرعين السادس والسابع منه "في انتهاك الآداب" و"في إفساد الشباب وفي البغاء"، وواقع إهمال حجم الضرر الناجم عن الاعتداءات الجنسية ضد المرأة في تحديد العقوبات الملائمة، وإعفاء الزوج الذي يسرق مال زوجته من العقاب، وطبيعة الجريمتين الملتصقتين المتعلقةتين باختطاف امرأة متزوجة وإخفاء المرأة المتزوجة التي تتهرب ممن له السلطة عليها، ونظام الإجهاض. وقد تبين من ذلك أن كل ما له علاقة بخصوصية المرأة من حيث كونها ذاتا متميزة قد تم تحويله إلى شيء جماعي أو ملكية جماعية، فلا تدرك المرأة في ذلك كفرد مستقل الذات بل كمصلحة جماعية، لا تحمي إلا بهذا المعنى ولا تعتبر إلا بالقدر اللازم لذلك. وهكذا فالاعتداء عليها جنسيا ليس اعتداء على شخصها بل اعتداء على اعتبارات أو مصالح عمومية. وما دام الاعتداء واقعا على مصالح عامة فحجم الضرر الشخصي الناجم عنه لا أثر له على شدة العقوبة، اللهم إلا إذا تحقق ضرر عمومي إضافي يتمثل في حرمان الآخر/المجتمع من التمتع بيكراتها، فكان العنصر المشدد الوحيد هو الاقتضاض. وما دامت المرأة ملكا فحمايتها بهذا الاعتبار واجبة، وبذلك كانت جريمة خطف امرأة متزوجة (كسرقة الملك) وإخفاء امرأة متزوجة هاربة (كإخفاء المسروق) تجدان معناهما. وبنفس التصور كان نظام الإجهاض لا يلقي بالا لموقف المرأة الحامل من قرار الإجهاض، ويجعل الأمر كله دائرا بين الأطباء والزوج.

ومن جهة ثانية، قادتنا دراسة البنية العميقة لجرائم هتك العرض والاعتصاب والفساد من ملامسة جذور بعيدة لتصور يجعل المرأة الضحية مسؤولة عن السلوك المنحرف للمعتدي عليها جنسيا، ويفرض عليها واجب مقاومته والتعرض لعنف إضافي مقابل تمتيعها بالحماية الزجرية، بل ويهددها بالعقاب إن لم تفعل. فقد أثبتنا، على مستوى أول، أن الاعتداءات الجنسية ضد المرأة على وجه الخصوص تمثل في منطق المشرع الزجري اعتداءات على الأخلاق وليست اعتداءات ضد سلامة الأشخاص. أما على المستوى الثاني، فقد أقمنا البرهان على أن التخصيص الضيق وغير المبرر لجريمة الاعتصاب، وعدم الانسجام بين طريقة الاعتماد على معياري العنف والرضى في جريمتي هتك العرض والاعتصاب، والتهديد الناجم عن حضور جريمة الفساد، كل هذه العوامل تتظاهر في إخضاع المرأة ضحية الاعتداء الجنسي إلى إكراهات حقيقية تحول دون فعالية الحماية المرجوة لها، بل وتتسبب في تدهور وضعيتها القانونية ومضاغفة الظلم الواقع عليها.

وهكذا، فقد بدا واضحا أن الخصوصية الوحيدة التي تجعل المرأة مستحقة لحماية متميزة إنما تحدر من وظيفتها الاجتماعية وليس من مجرد وجودها الفردي. بل إن هذه الوظيفة الاجتماعية تستحق الحماية حتى ضد المرأة نفسها عندما تتعارض مع مطلب حق المرأة في ممارسة بعض حرياتها.